

Thème 2 : Les transformations politiques et sociales de la France de 1848 à 1870 (5-7h)

I. La Deuxième République : une tentative ambitieuse mais éphémère (1h)

A. La chute de la monarchie de Juillet et l'instauration de la république

En 1848 la monarchie de Juillet s'effondre sous la pression des révolutionnaires parisiens. Mais l'exil du roi Louis-Philippe laisse les vainqueurs hésitants : que faire désormais ? La pression populaire pousse les députés à proclamer la République le 24 février, pour la 2^e fois dans l'histoire de la France.

Un gouvernement provisoire s'installe à sa tête le soir même : certains sont des républicains plutôt libéraux, comme le célèbre poète Lamartine ou Ledru-Rollin, tandis que d'autres sont des républicains plus proches du socialisme, comme Louis Blanc ou l'ouvrier Albert. Tous ces nouveaux dirigeants ne manquent pas d'enthousiasme mais n'ont guère d'expérience politique. Leurs décisions sont rapides, car il faut d'urgence satisfaire les attentes d'un peuple impatient. Notre devise nationale actuelle prend sa forme actuelle : la « fraternité » se rajoute à la « liberté » et à « l'égalité ». La France devient ainsi la plus grande démocratie du monde.

B. Des réformes démocratiques

L'heure est à l'optimisme national : le suffrage universel est proclamé le 2 mars. La liberté de presse et le droit pour tous les citoyens de participer à une réunion sont affirmés. Décision symbolique : la peine de mort pour tous les opposants politiques est supprimée (mais maintenue pour les criminels de droit commun). Cette II^e République se veut généreuse et pacifiste : elle interdit toute guerre menée dans un but de conquête.

L'esclavage des êtres humains, toujours massivement pratiqué dans les colonies françaises, est aboli grâce au député Victor Schoelcher (1804-1893) en 1848. Élu député de Guadeloupe et de Martinique entre 1848 et 1851, il rendit ainsi réellement libre l'ensemble des Français.

Focus : Quel drapeau national choisir en 1848 ?

La monarchie de Juillet avait remplacé le drapeau blanc des Bourbons par le drapeau bleu-blanc-rouge pour souligner sa légitimité populaire. En février 1848 de nombreux ouvriers souhaitent le remplacer par le drapeau rouge, celui de la révolution sociale, pour rompre avec le précédent régime. Changer de drapeau en changeant de régime : la chose était habituelle. Mais Lamartine s'y oppose publiquement en prenant la parole face à la foule devant l'Hôtel de ville de Paris : « le drapeau rouge a fait le tour du Champ de Mars traîné dans le sang du peuple », alors que « le drapeau tricolore a fait le tour du monde, portant le nom et la gloire de la patrie ». Son discours emporte l'adhésion, et témoigne d'une idée neuve : ce drapeau représente la continuité de la France, et non un quelconque régime, et doit donc demeurer inchangé.

Cependant, durant le mois de Juin 1848 les manifestations populaires contre la deuxième République et la fermeture des ateliers nationaux (usines d'État qui employait des ouvriers-fonctionnaires faisant baisser le chômage, ces ateliers en furent pas rentables et furent donc fermés). Aussi la Seconde République devint peu à peu moins populaire au sein de la population française aspirant à un autre régime politique.

II. Le Second Empire entre modernisation et autoritarisme (2h)

A. Un nouveau régime politique : Le Second Empire (1852-1870)

Une nouvelle Constitution est proclamée le 14 janvier 1852, le président à la tête de la deuxième République est le neveu de Napoléon Ier, Louis-Napoléon Bonaparte. Il confisque peu à peu tous les pouvoirs et décide d'organiser un plébiscite pour demander au peuple son avis quant au rétablissement de l'Empire : le oui l'emporte largement, en dépit d'une forte abstention. Le 2 décembre 1852 il fait son entrée à Paris et devient l'empereur Napoléon III (Napoléon II, le fils du Ier, est mort de maladie sans avoir régné) : le Second Empire est officiellement né.

Le gouvernement, composé de ministres dévoués à l'empereur, est tout-puissant. L'administration, épurée de tous ses éléments suspects, est acquise au pouvoir et surveille la population. Les élections sont organisées régulièrement, mais les candidats officiels soutenus par le pouvoir sont largement avantagés. Napoléon III a donc les mains libres pour moderniser l'économie française, encore archaïque. Dans un contexte économique mondial favorable, l'État investit dans de grands travaux et stimule l'activité économique. L'empereur estime que la prospérité économique permettra d'améliorer le sort des masses populaires, en leur faisant oublier l'absence de libertés : l'enrichissement de la nation doit favoriser sa soumission. La construction des voies ferrées est accélérée, jusqu'à atteindre 17 000 km en 1869. De nombreux hommes d'affaires font alors fortune : le Second Empire correspond à l'âge d'or de la bourgeoisie d'affaires.

B. Une transformation des moyens de production

1. Une production de plus en plus mécanisée

La croissance démographique ralentit mais reste forte à cette époque, car la mortalité continue de baisser. Vers 1850 la France abrite environ 36 millions d'habitants. Une population plus nombreuse implique des besoins croissants (nourriture, vêtements, logement), tout en fournissant plus de producteurs disponibles. Cette demande en hausse pousse les entreprises à augmenter leur production pour la satisfaire – mais lorsque les besoins sont trop nombreux il devient nécessaire d'utiliser de nouvelles méthodes pour produire davantage. La « révolution industrielle » est d'abord une révolution technicienne. La Grande-Bretagne a pris une avance considérable sur tous les pays européens dans ce domaine.

Focus : La machine à vapeur

Depuis le début du XVIIIe siècle plusieurs savants et ingénieurs britanniques travaillaient sur une machine capable d'utiliser l'énergie de la vapeur pour produire un mouvement continu : en 1712, Thomas Newcomen imagine une pompe à vapeur, d'après une idée initiale de Thomas Savery en 1698. En 1765, un Écossais, James Watt, parvient à améliorer la machine à vapeur en lui ajoutant une chambre de condensation séparée, qui évite ainsi la déperdition de chaleur : le rendement est multiplié par 4. Utilisée à l'origine pour pomper l'eau qui inondait régulièrement les puits des mines de charbon, ces machines qui fonctionnent grâce à l'énergie produite par l'émission de vapeur d'eau sont par la suite affectées à des usages multiples.

Dans la métallurgie, les hauts fourneaux à coke remplacent les hauts fourneaux à charbon car ils sont dix fois plus puissants. L'adoption du procédé Bessemer par les industriels français (1856) facilite la production massive d'acier peu coûteux. La vapeur permet d'utiliser de puissants marteaux-pilons capables de forger de lourdes pièces. Les machines-outils nécessaires pour le travail du fer gagnent en fiabilité : fraiseuses, raboteuses... Désormais les machines deviennent capables de fabriquer des objets avec une vitesse et une précision dont les bras d'un artisan qualifié

sont incapables. Le secteur textile est aussi pionnier dans ce domaine : les machines à tisser et à filer le coton gagnent en efficacité. La production s'accroît fortement, tandis que le coût de la main-d'œuvre diminue. Quant à la machine à coudre, mise au point par le Français Thimonnier puis améliorée par l'Américain Singer, elle rentre dans les foyers et accélère le travail des couturières. La construction de machines à imprimer facilite la production en masse de papier imprimé : c'est l'origine de la presse à grand tirage. De manière générale, le nombre et la puissance des machines à vapeur sont en hausse durant cette période : la puissance totale est multipliée par trois en 10 ans (1850-1860).

L'installation et l'entretien de ces machines imposent de modifier l'espace de travail : peu à peu les petits ateliers sont remplacés par de vastes usines, même si la méfiance reste forte vis-à-vis de ces structures difficiles à gérer.

2. Une modernisation encouragée par l'État

Napoléon III accorde une importance inédite aux questions économiques. Dans son discours de Bordeaux (1852) il dévoile un ambitieux programme : « Nous avons d'immenses territoires incultes à défricher, des routes à ouvrir, des ports à creuser, des rivières à rendre navigables, des canaux à terminer, notre réseau de chemin de fer à compléter ».

Les investissements publics augmentent dans les secteurs économiques. Il n'est donc pas étonnant que de nombreux dirigeants politiques soient aussi des hommes d'affaires très actifs, tels Achille Fould, ministre et banquier. Ces relations entre le pouvoir et les industriels alimentent les critiques de l'opposition : le républicain Jules Ferry se moque ainsi des « comptes fantastiques d'Hausmann », préfet de Paris, l'accusant de dilapider l'argent public.

Pour favoriser l'activité des entrepreneurs le gouvernement impérial finit par légaliser le principe de la société anonyme par actions par les lois de 1863 et 1867. Ce statut juridique offre l'avantage de rassembler plus de capitaux et de limiter les risques en cas de faillite.

3. La révolution des transports

Les diligences circulent plus vite à travers le pays grâce à l'amélioration des routes. Les marchandises les plus encombrantes sont transportées par voie fluviale, tandis que le réseau de canaux se densifie au nord de la France. Les navires à vapeur favorisent les échanges avec le reste du monde. Grâce aux progrès de la métallurgie de puissantes turbines actionnent les énormes hélices nécessaires pour déplacer des navires de plus en plus imposants : c'est l'heure de gloire des géants des mers lancés par la Compagnie générale transatlantique ou par les Messageries maritimes. Mais le chemin de fer constitue le progrès décisif.

L'État et les investisseurs privés financent la construction, longue, coûteuse et difficile, de milliers de kilomètres de chemin de fer : 435 millions de Fr. sont investis chaque année dans le rail entre 1855 et 1864. Cet effort s'explique par le retard pris par la France dans ce domaine, bien que la loi ferroviaire votée en 1842 ait dessiné les grands traits d'un réseau ferroviaire structuré « en étoile » autour de Paris. Le secteur ferroviaire n'est pas un monopole public à cette époque : la rivalité est intense entre des dizaines de compagnies, comme la Compagnie du Nord, les frères Pereire ou Rothschild.

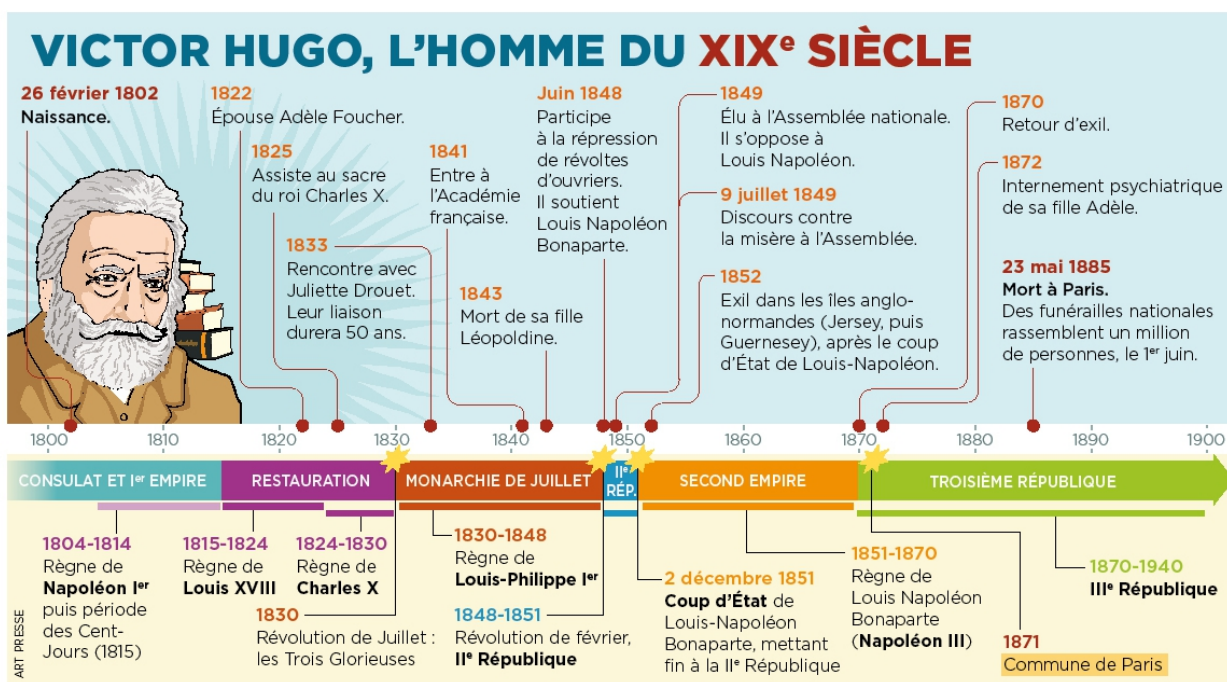
- En 1852 le réseau compte 3 000 km de voies ferrées au total.
- En 1860 la plupart des grandes lignes sont en place et les frontières de la France sont atteintes.
- En 1870 on atteint 17 400 km de voies ferrées. Plus de la moitié des marchandises sont alors transportées par voie ferrée.

Les hommes et les marchandises peuvent ainsi circuler plus vite, plus loin et à des coûts inférieurs : ce progrès continu favorise l'essor des échanges et stimule la production.

Entre 1853 et 1870, le baron Haussmann modernise la ville de Paris en créant de grands boulevards, des immeubles de plusieurs étages et des grands magasins. Le but est de réorganiser une ville qui n'avait pas réellement évoluée depuis le Moyen-Age et qui souffrait à la fois de la pauvreté et du manque d'hygiène.

III. La Chute du Second Empire face aux oppositions intérieures et extérieures (2 h)

A. Victor Hugo, un exemple d'opposition au Second Empire



Focus : L'exil de Victor Hugo à Guernesey

N Dès l'annonce du coup d'État Victor Hugo défend la République : poursuivi par la police impériale il rejoint Guernesey puis Jersey, deux îles anglaises situées au large de la Normandie. Les Châtiments, un recueil de poèmes, annoncent le sens de son combat : « France ! à l'heure où tu te prosternes, Le pied d'un tyran sur ton front, La voix sortira des cavernes, Les enchaînés tressailliront. Le banni, debout sur la grève, Contemplant l'étoile et le flot, Comme ceux qu'on entend en rêve, Parlera dans l'ombre tout haut ». Il y écrit un pamphlet impitoyable contre l'empereur, un usurpateur indigne de son ancêtre à ses yeux : Napoléon le Petit. D'autres républicains proscrits par l'Empire viennent le rencontrer dans sa maison, Hauteville House. L'écrivain, en passe de devenir une légende vivante, multiplie les chefs-d'œuvre : les Contemplations, la Légende des siècles, les Misérables. Il rejoint la France, après 19 ans d'absence, en apprenant la guerre contre la Prusse. Son exil s'achève en 1870, quand commence celui de Napoléon III...

B. La guerre, la défaite et la chute

Napoléon III, affaibli par la maladie et de plus en plus isolé, cherche un second souffle pour son régime. En 1869 il se résout à modifier la Constitution pour donner plus d'autonomie au pouvoir législatif : les parlementaires élus par le peuple ont désormais plus de poids. Les élections

de 1869 consacrent l'influence croissante des républicains, tels Léon Gambetta ou Jules Ferry. L'empereur estime qu'une guerre victorieuse constitue la meilleure stratégie pour raffermir son trône : la Prusse semble être, en 1870, une proie idéale.

En effet la tension est forte entre les deux pays à cause du trône d'Espagne, alors vacant. La France s'inquiète de la possibilité d'une candidature allemande, considérée comme une menace inacceptable. Bismarck, le chancelier prussien, veut lui aussi la guerre : il manipule habilement le gouvernement français pour le pousser à lui déclarer la guerre en juillet 1870.

Focus : La dépêche d'Ems

En juillet 1870 la crise couve entre la Prusse et la France. Napoléon III exige du roi de Prusse, Guillaume Ier, alors en cure dans la ville d'Ems, qu'il renonce officiellement à la candidature d'un prince allemand au trône d'Espagne. Le chancelier prussien, Bismarck, rédige volontairement le 13 juillet une dépêche provocatrice : « Sa Majesté le Roi a refusé de recevoir encore une fois l'ambassadeur [français] et lui a fait dire par l'adjudant de service que sa Majesté n'avait plus rien à lui dire ». La presse française publie la dépêche le 14 : son ton jugé méprisant chauffe à blanc l'opinion publique. La dépêche, « ce chiffon rouge agité devant le taureau gaulois » selon les mots de Bismarck, atteint son objectif : le 19 juillet la guerre est déclarée à l'initiative de la France, ce qui fait apparaître la Prusse comme une victime agressée par l'Empire français.

Les combats démontrent la supériorité technologique et stratégique de l'armée prussienne : les défaites s'accumulent pour une armée française moins nombreuse, mal commandée et peu mobile. Napoléon III se jette dans la bataille, non sans courage, mais il est vaincu à Sedan et doit capituler sans condition le 1er septembre : l'humiliation est totale.

L'annonce de la captivité de l'empereur provoque le 4 septembre 1870 une révolution – à nouveau ! – à Paris. L'Empire est déchu, la République est, pour la troisième fois, proclamée. L'impératrice s'enfuit et rejoint son époux en exil, en Angleterre : le Second Empire n'est plus – mais la guerre contre la Prusse n'est pas finie.

Conclusion

Les deux décennies qui séparent la révolution de 1848 de la guerre franco-prussienne de 1870 voient une série de changements politiques : chute de la monarchie de Juillet, proclamation de la Deuxième République, chute de la Deuxième République, proclamation du Second Empire, chute de l'Empire, proclamation de la Troisième République. Les Français ne parviennent pas à construire un régime politique stable qui satisfasse la majorité d'entre eux : le processus révolutionnaire engagé en 1789 reste inachevé. La tâche de le terminer une fois pour toutes repose désormais sur les épaules de la Troisième République.